

Les organisations syndicales
FSU, FERC-CGT, SGEN-CFDT, UNSA éducation, FAEN, EIL,
Et la FCPE Nord
appellent tous les personnels et les parents à se rassembler
LE MERCREDI 7 SEPTEMBRE 2005

Depuis plusieurs années, nous affirmons notre volonté de voir se concrétiser une nouvelle ambition pour l'école. Or, depuis 4 ans, près de 2500 postes ont été retirés à l'académie de Lille par des gouvernements qui prétendent donner priorité à la bataille de l'emploi.

La loi FILLON sur l'Ecole présentée au printemps n'est pas en mesure de lutter contre les inégalités sociales, de conduire tous les jeunes à la réussite scolaire, de contribuer à l'élévation du niveau de qualification.

Les gouvernements RAFFARIN et DE VILLEPIN sont passés en force pour imposer cette loi : absence de débat parlementaire, décrets ministériels pris à la sauvette durant les vacances (sur le collège, les remplacements, les assistants pédagogiques..), malgré les avis négatifs des organisations syndicales.

NOUS DEMANDONS :

Un collectif budgétaire pour cette rentrée 2005 : notre académie a été lourdement frappée par le retrait de près de 1000 postes, concernant aussi les CIO et les personnels administratifs. Ce sont principalement les collèges et les lycées qui sont touchés. Il n'y a aucune création dans les écoles primaires et maternelles alors que les effectifs augmentent, ce qui compromet la scolarisation à 2 ans, point fort des deux départements jusqu'à maintenant.

Ce collectif budgétaire permettra d'assurer un enseignement de qualité dans une région déjà fortement touchée par les fermetures d'entreprises, le chômage et la pauvreté.

Un autre projet de budget pour 2006 : celui qui a été annoncé va continuer d'aggraver la situation avec de nouvelles suppressions d'emploi. Il faut au contraire un budget qui marque de manière nette la priorité à l'investissement dans la formation des jeunes, un budget qui garantisse et accroisse le pouvoir d'achat des personnels.

Le retrait de la loi FILLON et l'ouverture immédiate de négociations. Il faut suspendre la mise en œuvre des arrêtés soumis et rejetés au Conseil Supérieur de l'Education du 7 juillet. Nous voulons une loi qui transforme l'Ecole, garantisse la réussite de tous et assure les moyens de son application. En réponse aux demandes des jeunes, le service public d'éducation doit maintenir et développer son offre de formation professionnelle de qualité sous statut scolaire dans le respect des spécificités de chacun.

Le réemploi, avec formation, des personnels précaires (contractuels, vacataires...) présents en grand nombre dans notre académie, afin d'assurer leur titularisation

Le refus du transfert de près de 6000 personnels (TOS et ceux qui les gèrent) aux collectivités territoriales, imposé par l'Etat

L'absence de toute sanction à l'encontre des lycéens ayant participé au mouvement revendicatif du printemps dernier

Sur ces bases, l'intersyndicale éducation de l'Académie de Lille appelle les personnels et les parents à se rassembler :

LE MERCREDI 7 SEPTEMBRE à 14h30

Sur la place du Général De Gaulle à LILLE

